

100131901
FM/ER/

**L'AN DEUX MILLE TREIZE,
Le QUINZE JUILLET,
PARDEVANT Maître François MARTEL, soussigné, Notaire Associé de
la SELARL «François MARTEL notaire associé» titulaire d'un Office Notarial à
THIAIS (Val de Marne), 121 avenue du Général de Gaulle ,**

ONT COMPARU

Monsieur Alexandre Michel André **PLANCHOT**, ingénieur en informatique,
demeurant à THIAIS (94320) 85 rue Paul Vaillant Couturier.

Né à PARIS 20ÈME ARRONDISSEMENT (75020) le 30 novembre 1984.

Célibataire.

Non lié par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

A ce présent.

Stipulant pour lui et en son nom personnel comme Futur Epoux.

D'UNE PART

ET :

Madame Emilie Charline Aline **BIZARD**, étudiante, demeurant à CHOISY-LE-
ROI (94600) 12 rue Pasteur.

Née à THIAIS (94320) le 4 août 1985.

Célibataire.

Non liée par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

A ce présente.

Stipulant pour elle et en son nom personnel comme Future Epouse.

D'AUTRE PART

Non actuellement soumis entre eux ou avec une tierce personne à un pacte
civil de solidarité, ainsi déclaré et tel qu'il résulte de leurs extraits d'acte de naissance
demeurés ci-joints et annexés après mention.

LESQUELS, en vue du mariage projeté entre eux dont la célébration doit
avoir lieu le 31 mai 2014 à la Mairie de THIAIS (VAL-DE-MARNE), en ont arrêté les
clauses et conditions civiles de la manière suivante :

REGIME ADOPTE

SEPARATION DE BIENS

Les Futurs Epoux déclarent adopter pour base de leur union **le régime de la
séparation de biens**, tel qu'il est établi par les articles 1536 à 1543 du Code civil
français.

Principe

Chacun des époux conservera la propriété, l'administration, la jouissance et la libre disposition des biens, meubles et immeubles, qui peuvent lui appartenir actuellement ou qui pourront lui advenir par la suite à quelque titre que ce soit.

Corrélativement, chacun des époux restera seul tenu des dettes nées de sa personne, avant ou pendant le mariage, sauf les exceptions prévues à l'article 220 du Code civil.

Solidarité de l'article 220 du Code civil

Conformément à l'article 220 du Code civil ci-après littéralement rapporté, les époux seront solidaires pour les dettes contractées pour l'entretien du ménage et l'éducation des enfants.

"Chacun des époux a pouvoir pour passer seul les contrats qui ont pour objet l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants : toute dette ainsi contractée par l'un oblige l'autre solidairement.

La solidarité n'a pas lieu, néanmoins, pour des dépenses manifestement excessives, eu égard au train de vie du ménage, à l'utilité ou à l'inutilité de l'opération, à la bonne ou mauvaise foi du tiers contractant.

Elle n'a pas lieu non plus, s'ils n'ont été conclus du consentement des deux époux, pour les achats à tempérament ni pour les emprunts à moins que ces derniers ne portent sur des sommes modestes nécessaires aux besoins de la vie courante."

Imposition des revenus

Conformément à l'article 6 du Code général des impôts, les époux sont soumis à une imposition commune sauf l'exception prévue à l'alinéa 4 a dudit article si les époux "ne vivent pas sous le même toit".

Logement de la famille

Les époux ne pourront, l'un sans l'autre, disposer des droits par lesquels sera assuré le logement de la famille, ni des meubles meublants dont il sera garni, conformément à l'article 215 du Code civil.

AVOIRS DU FUTUR EPOUX

Monsieur **Alexandre Michel André PLANCHOT** déclare notamment posséder les biens tels qu'ils sont constatés dans un état descriptif établi par acte sous seing privé en date à THIAIS de ce jour, en présence de sa future épouse, et signé par elle.

Cet état descriptif est demeuré annexé aux présentes.

AVOIRS DE LA FUTURE EPOUSE

Madame **Emilie Charline Aline BIZARD** déclare notamment posséder les biens tels qu'ils sont constatés dans un état descriptif établi par acte sous seing privé en date à THIAIS de ce jour, en présence de son futur époux, et signé par lui.

Cet état descriptif est demeuré annexé aux présentes.

PREUVES ET PRESOMPTION DE PROPRIETE

Chacun des époux établira la propriété de ses biens par tous moyens de preuve prévus par la loi.

Toutefois, à défaut de preuve légale contraire :

1°) - Les effets, bijoux, fourrures et objets à l'usage personnel de l'un ou de l'autre des époux seront présumés appartenir à celui d'entre eux à l'usage personnel ou plus particulier duquel la nature de ces biens indiquera qu'ils doivent servir.

Chacun des époux restera cependant propriétaire des bijoux qu'il possédait avant le mariage ou qui proviendront des successions par lui recueillies ou des dons ou legs à lui faits, et ce, bien que ces bijoux soient à l'usage personnel de l'autre époux.

2°) - Les meubles meublants et objets mobiliers sur lesquels aucun droit de propriété ne serait justifié seront réputés appartenir de plein droit indivisément à chacun des époux pour moitié.

Lors de la dissolution du mariage, les époux ou leurs héritiers et représentants reprendront tous les objets dont ils justifieront être propriétaires par titre, usage, marque ou facture.

3°) - Les titres et valeurs nominatifs, parts et droits sociaux, ainsi que les créances seront présumés appartenir au titulaire ; les valeurs au porteur en dépôt et les espèces en dépôt ou en compte courant à celui des époux titulaire du compte ou du dépôt ; les valeurs, sommes ou objets qui se trouveraient dans un coffre-fort tenu en location, à l'époux locataire dudit coffre et aux deux, si la location est faite à leurs deux noms.

4°) - Les immeubles et fonds de commerce seront présumés appartenir à celui des époux au nom duquel l'acquisition aura été faite, et aux deux si l'acquisition a été faite au nom des deux.

5°) - Enfin, les liquidités trouvées dans les lieux occupés en commun par les époux seront présumées appartenir à chacun des époux pour moitié.

Ces diverses présomptions seront opposables aux tiers qui n'auront été saisis d'aucune revendication dans les formes légales.

RESPONSABILITE DES EPOUX

Chaque époux ou ses héritiers et représentants seront garantis et indemnisés par l'autre époux ou sa succession de toutes dettes et engagements qu'il aurait contractés pour son conjoint pendant le mariage ; il sera fait application à cet égard des dispositions de l'article 1543 du Code civil.

Aucun d'eux ne sera garant du défaut d'emploi ou de remploi des biens de l'autre, à moins qu'il ne se soit ingéré dans des opérations d'aliénation ou d'encaissement, ou qu'il ne soit prouvé que les fonds ont été reçus par lui ou lui ont profité.

En aucun cas les tiers n'auront à s'occuper des emplois ou remplois ni à s'y immiscer ; ils ne pourront non plus exiger qu'il soit fait emploi ou remploi.

Si, pendant le mariage, l'un des époux est amené à administrer les biens personnels de l'autre époux, les rapports des époux à raison de cette gestion seront réglés conformément aux dispositions des articles 1539 et 1540 du Code civil.

CONTRIBUTION AUX CHARGES DU MENAGE

Les époux contribueront aux charges du ménage en proportion de leurs facultés respectives.

Chacun d'eux sera réputé avoir fourni au jour le jour sa part contributive, en sorte qu'ils ne seront assujettis à aucun compte entre eux, ni à retirer à ce sujet aucune quittance l'un de l'autre.

Toutefois, les dépenses de la vie commune qui se trouveront dues et engagées au moment de la dissolution du mariage incomberont pour moitié à chacun des époux ou leurs héritiers et représentants.

FACULTE D'ACQUISITION OU D'ATTRIBUTION

En cas de dissolution du mariage par décès - et dans ce cas seulement - le survivant des époux aura la faculté d'acquérir ou, le cas échéant, de se faire attribuer dans le partage de la succession du prémourant, les biens et droits ci-après indiqués dans la mesure où ils constituent des biens personnels du prémourant.

1°) - Les immeubles alors occupés par les époux tant à titre d'habitation principale que d'habitation secondaire, ainsi que les droits sociaux donnant vocation à la jouissance ou à l'attribution de ces immeubles.

2°) - Les meubles meublants et objets mobiliers de quelque nature qu'ils soient, sans exception, qui garniront ces habitations.

Etant observé qu'aux termes de l'article 831-3 du Code civil l'attribution du logement de la famille et du mobilier le garnissant, est de droit pour le conjoint survivant.

3°) - Tous les véhicules à l'usage personnel de l'époux prédécédé.

4°) - Et tout fonds de commerce ou établissement commercial, industriel, financier ou agricole, tout cabinet ou charge libérale appartenant au prémourant ou exploité par les deux époux, avec tous les éléments corporels ou incorporels en dépendant ou encore les droits que le prémourant possédera dans une société ayant pour objet une exploitation de même nature, à l'exclusion toutefois des actions inscrites à une cote officielle.

Conformément aux dispositions de l'article 1390 du Code civil, l'acquisition ou l'attribution des biens ci-dessus énoncés aura lieu à charge, par l'époux survivant d'en tenir compte à la succession du prémourant d'après la valeur qu'ils auront au jour où la faculté sera exercée.

FONDS EXPLOITES DANS UN IMMEUBLE DE LA SUCCESSION OBLIGATION POUR LES HERITIERS DE CONSENTIR UN BAIL

Dans le cas où l'époux survivant demandera à acquérir ou se faire attribuer un fonds ou un établissement exploité dans un ou des immeubles dépendant de la succession du prémourant, il aura le droit d'exiger qu'il lui soit fait bail des lieux nécessaires à l'exploitation desdits fonds et établissements, pour une durée de neuf années, moyennant un loyer et sous les charges et conditions qui seront fixées soit à l'amiable, soit par le Tribunal de Grande Instance du lieu de l'ouverture de la succession.

CONDITION D'EXERCICE DE LA FACULTE D'ATTRIBUTION OU D'ACQUISITION

DELA

Le survivant des époux qui voudra se prévaloir des dispositions susvisées sera tenu, conformément à l'alinéa premier de l'article 1392 du Code civil, et ce à peine de déchéance, de notifier son option aux héritiers dans le délai d'un mois à compter du jour où ceux-ci l'auront mis en demeure de prendre parti. Cette mise en demeure ne peut avoir lieu avant l'expiration du délai prévu à l'article 792 du même Code.

MODALITES

Lorsqu'elle est faite dans le délai, la notification forme vente au jour où la faculté est exercée ou, le cas échéant, constitue une opération de partage.

En outre, il est convenu ce qui suit :

1°) - Pour se libérer des soultes qu'il pourra devoir aux héritiers du prédécédé, l'époux survivant aura terme et délai de cinq années à compter du partage, qu'il soit amiable ou judiciaire, pour faire le paiement par cinquième chaque année, avec intérêts au taux légal, lesdits intérêts payables en même temps que chaque fraction de capital.

- Pour se libérer du prix d'acquisition des biens du prédécédé, l'époux survivant disposera de ce même délai de cinq ans, avec intérêts au taux légal. Ce délai commencera à courir :

a) Si l'acquisition est faite à l'amiable en dehors de toute notification, à compter de la date du contrat constatant la mutation.

b) Si l'acquisition résulte de la notification prévue par l'article 1392 du Code civil, à compter de la date de cette notification.

2°) - En garantie des sommes qui leur seront dues, les héritiers de l'époux prédécédé pourront exiger de l'époux survivant et à ses frais, la remise en gage et nantissement des fonds de commerce, établissements ou droits sociaux acquis ou attribués.

Sur les biens acquis ou attribués, il appartiendra aux héritiers de l'époux prédécédé d'inscrire à leur profit et aux frais de l'époux survivant, suivant le cas, soit le privilège de copartageant, soit le privilège de vendeur, prévus à l'article 2374 du Code civil.

3°) - Les sommes dues par l'époux survivant aux héritiers de l'époux prédécédé deviendront immédiatement et de plein droit exigibles en cas d'aliénation à titre onéreux ou gratuit des biens acquis ou attribués, en cas de décès de l'époux survivant avant son entière libération. Pour le logement de la famille et les meubles le garnissant, en cas de ventes partielles, la fraction de la soulte encore due s'imputera sur le produit de ces ventes.

4°) - La faculté d'attribution et d'acquisition stipulée ci-dessus, ne pourra être exercée, si le décès du conjoint se produit au cours d'une instance en divorce ou de séparation de corps, postérieurement à la date de l'ordonnance de non conciliation.

CREANCES ENTRE LES EPOUX

Les créances personnelles que les époux pourront avoir l'un contre l'autre au cours du régime porteront intérêt, par dérogation aux dispositions de l'article 1479 du Code civil, à compter du jour de la dissolution du mariage.

Leur montant est fixé conformément aux dispositions de l'article 1469 du Code civil.

La créance sera égale à la plus faible des deux sommes que représentent la dépense faite et le profit subsistant, ce dernier représentant l'avantage réellement procuré au fonds emprunteur au jour du règlement de la créance. Elle ne peut, toutefois, être moindre que la dépense faite quand celle-ci était nécessaire. Elle ne peut être moindre que le profit subsistant, quand la valeur empruntée a servi à acquérir, à conserver ou à améliorer un bien qui se retrouve, au jour de la liquidation du régime matrimonial, dans le patrimoine emprunteur. Si le bien acquis, conservé ou amélioré a été aliéné avant la liquidation, le profit est évalué au jour de l'aliénation, si un nouveau bien a été subrogé au bien aliéné, le profit est évalué sur ce nouveau bien.

Lorsque les fonds n'auront pas été utilisés à propos de biens déterminés ou que la preuve ne pourra en être rapportée, la créance sera du montant nominal affecté de l'évolution de l'indice des prix à la consommation, série France entière, entre la date du mouvement de fonds et la date de la prise en compte de la créance, ou si cet indice venait à disparaître, de celui qui lui sera substitué.

Les créances entre époux ne pourront, en toute hypothèse, être constituées des dépenses de la vie courante telles que celles visées par l'article 220 alinéa premier du Code civil.

Les dispositions qui précèdent ne s'appliqueront qu'à défaut de convention contraire passée entre les époux.

TELLES SONT LES CONVENTIONS DES PARTIES

INFORMATION

Avant de clore, le Notaire soussigné a averti les futurs époux qu'après deux années d'application du régime matrimonial adopté par les présentes, ils pourront convenir, dans l'intérêt de la famille, de le modifier ou même d'en changer entièrement, par acte notarié.

PREVENTION D'UN CONFLIT DE LOIS

Les futurs époux conviennent dès à présent, pour le cas où ils viendraient à partir pour l'étranger au cours de leur mariage pour des raisons professionnelles ou personnelles, que ce soit à titre permanent ou à titre provisoire, de désigner comme loi applicable en cas de séparation de corps ou de divorce la loi française. Le notaire les informe toutefois que si leur séparation ou leur divorce venait à être porté devant une juridiction d'un Etat ne participant pas alors à la coopération renforcée en matière de loi applicable au divorce telle que définie au règlement de l'union européenne numéro 1259/2010 du 20 décembre 2010, la convention ci-dessus pourrait être inefficace.

MENTION LEGALE D'INFORMATION

Conformément à l'article 32 de la loi n°78-17 «Informatique et Libertés» du 6 janvier 1978 modifiée, l'office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes. A cette fin, l'office est amené à enregistrer des données concernant les parties et à les transmettre à certaines administrations. Chaque partie peut exercer ses droits d'accès et de rectification aux données la concernant auprès de l'office notarial : Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée «François MARTEL notaire associé», titulaire d'un Office Notarial à THIAIS (Val de Marne), 121 avenue du Général de Gaulle. Téléphone : 01.58.42.98.18 Télécopie : 01.58.42.32.20 Courriel : francois.martel@paris.notaires.fr .

DONT ACTE sur 6 pages

Comprenant

- renvoi approuvé :
- blanc barré :
- ligne entière rayée :
- nombre rayé :
- mot rayé :

Paraphes

Fait et passé en l'Office Notarial.

Les jour, mois et an ci-dessus indiqués.

La lecture du présent acte ainsi que des articles 2402 à 2407 du Code civil a été donnée aux parties toutes présentes simultanément et leurs signatures ont été recueillies par le Notaire.

Le Notaire a signé à l'instant même et leur a délivré le certificat prescrit par le deuxième alinéa de l'article 1394 du même code, pour être remis à l'officier d'état-civil avant la célébration du mariage.